



CHAPITRE 207

Loi du Bureau de la statistique

**Défini-
tions:** 1. Dans la présente loi:
« Bureau »; a) « Bureau » désigne le Bureau de la statistique du Québec;

« minist-
tre ». b) « ministre » désigne le ministre de l'industrie et du commerce. 10-11 Eliz. II, c. 50, a. 1.

**Organisme
constitué.** 2. Un organisme administratif est constitué au ministère de l'industrie et du commerce sous le nom de « Bureau de la statistique du Québec », en français, et « Quebec Bureau of Statistics », en anglais. 10-11 Eliz. II, c. 50, a. 2.

Personnel. 3. Le Bureau se compose d'un directeur, d'autres fonctionnaires et d'employés nommés suivant la Loi du service civil. (chap. 13).

**Employés
tempo-
raires.** Le ministre peut aussi employer temporairement toutes personnes nécessaires pour recueillir, pour le Bureau, les renseignements statistiques qu'il juge utiles dans l'intérêt public. 10-11 Eliz. II, c. 50, a. 3.

Serment. 4. Le directeur, les fonctionnaires et employés du Bureau, y compris toutes personnes employées pour recueillir des statistiques, doivent avant d'entrer en fonctions prêter serment suivant les annexes A et B de la Loi du service civil (chap. 13). 10-11 Eliz. II, c. 50, a. 4.

**Charges
du
Bureau.** 5. Le Bureau est chargé:
a) de recueillir, compiler, analyser et publier des renseignements de nature statistique sur toute matière de juridiction provinciale;

CHAPTER 207

Bureau of Statistics Act

1. In this act:
(a) "Bureau" means the Quebec Bureau of Statistics; **Interpre-
tation:
"Bureau";**

(b) "Minister" means the Minister of Industry and Commerce. 10-11 Eliz. II, c. 50, s. 1. **"Minis-
ter".**

2. An administrative body is established in the Department of Industry and Commerce under the name of "Quebec Bureau of Statistics" in English and "Bureau de la statistique du Québec" in French. 10-11 Eliz. II, c. 50, s. 2. **Bureau
estab-
lished.**

3. The Bureau shall consist of a staff director and such other functionaries and employees as are appointed under the Civil Service Act (Chap. 13).

The Minister may also employ temporarily such persons as are necessary to gather for the Bureau the statistical information that he deems useful in the public interest. 10-11 Eliz. II, c. 50, s. 3. **Tempo-
rary em-
ployees.**

4. The director, functionaries and employees of the Bureau, including all persons employed to gather statistics, before entering on their duties, must take oath in accordance with schedules A and B of the Civil Service Act (Chap. 13). 10-11 Eliz. II, c. 50, s. 4. **Oath.**

5. The Bureau shall:
(a) collect, compile, analyse and publish statistical information respecting any matter of provincial jurisdiction; **Functions
of
Bureau.**

b) de collaborer avec les ministères du gouvernement dans la collecte, la compilation et la publication de tels renseignements;

c) de faire de la recherche statistique. 10-11 Eliz. II, c. 50, a. 5.

Ententes
avec
autres
gouverne-
ments.

6. Le ministre peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, conclure toute entente qu'il juge utile, afin d'établir un échange de renseignements entre le Bureau et le gouvernement fédéral, ses ministères ou un autre gouvernement provincial, ou pour faire conjointement la collecte de renseignements. 10-11 Eliz. II, c. 50, a. 6.

Rensei-
gnements,
etc.

7. Le ministre décide quels renseignements doivent être recueillis et il établit les questionnaires et formules jugés nécessaires. 10-11 Eliz. II, c. 50, a. 7.

Questions.

8. Toute personne est tenue de répondre aux questions posées par un fonctionnaire ou employé du Bureau dans le but de recueillir des renseignements statistiques et doit remplir et transmettre au Bureau chaque questionnaire exigeant une réponse. 10-11 Eliz. II, c. 50, a. 8.

Accès aux
archives,
etc.

9. Quiconque a la garde d'archives, de registres ou d'autres documents du gouvernement ou d'un organisme public est tenu de donner, à tout fonctionnaire ou employé du Bureau, accès à ces archives, registres ou documents. 10-11 Eliz. II, c. 50, a. 9.

Distinc-
tion
prohibée.

10. Toute distinction injuste dans l'exercice des pouvoirs conférés par la présente loi est prohibée.

Collecte
de rensei-
gnements.

Cependant, la collecte de renseignements statistiques peut être faite par échantillonnage ou sondage. 10-11 Eliz. II, c. 50, a. 10.

Preuve de
nomina-
tion, etc.

11. Tout document paraissant avoir été signé par le ministre, le directeur ou un fonctionnaire autorisé et contenant l'avis de nomination d'une personne employée à l'exécution de la présente loi ou un ordre quelconque, constitue une preuve *prima facie* de cette nomination ou de cet ordre. 10-11 Eliz. II, c. 50, a. 11.

(b) collaborate with the departments of the Government in gathering, compiling and publishing such information;

(c) carry out statistical research. 10-11 Eliz. II, c. 50, s. 5.

6. With the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, the Minister may enter into any agreement that he deems useful, to provide for an exchange of information between the Bureau and the Federal Government, its departments or any other provincial government, or for the joint gathering of information. 10-11 Eliz. II, c. 50, s. 6.

7. The Minister shall determine what information is to be gathered and pre-scribe the questionnaires and forms deemed necessary. 10-11 Eliz. II, c. 50, s. 7.

8. Every person must answer the ques-tions asked by a functionary or employee of the Bureau with a view to gathering statistical information and must fill in and forward to the Bureau every ques-tionnaire requiring an answer. 10-11 Eliz. II, c. 50, s. 8.

9. Whosoever has the custody of any records, books or other documents of the Government or of any public body must give any functionary or employee of the Bureau access to such records, books or documents. 10-11 Eliz. II, c. 50, s. 9.

10. Any unfair discrimination in the exercise of the powers conferred by this act is prohibited.

Nevertheless statistical information may be gathered by sampling or spot-checking. 10-11 Eliz. II, c. 50, s. 10.

11. Any document purporting to have been signed by the Minister, the director or an authorized functionary, and contain-ing notice of the appointment of any per-son employed for the carrying out of this act or any order, shall constitute *prima facie* proof of such appointment or order. 10-11 Eliz. II, c. 50, s. 11.

Présomp-
tion.

12. Un document imprimé ou polyco-
pié, ayant la forme d'un questionnaire ou
d'un ordre pour la collecte de renseigne-
ments statistiques par le Bureau, doit être
présupposé établi sur l'ordre du ministre et
transmis ou présenté par un fonctionnaire
ou employé autorisé. 10-11 Eliz. II, c. 50,
a. 12.

12. Any printed or manifolded docu-
ment, in the form of a questionnaire or
order for the gathering of statistical in-
formation by the Bureau, shall be pre-
sumed to be prepared by order of the Min-
ister and forwarded or presented by an
authorized functionary or employee. 10-11
Eliz. II, c. 50, s. 12.

Secret.

13. Aucun rapport fait en vertu de la
présente loi, ni aucune réponse à une
question posée en vertu de la présente loi
ne doivent être publiés sans le consente-
ment préalable, par écrit, de l'intéressé et,
sauf pour les fins d'une poursuite en vertu
de la présente loi, on ne doit permettre à
personne autre qu'un fonctionnaire ou
employé du Bureau d'en prendre con-
naissance.

13. No report made under this act
nor any answer to a question asked under
this act shall be published without the
previous written consent of the person
concerned and, except for the purposes of
proceedings under this act, no person
other than a functionary or employee of
the Bureau shall have access thereto.

Idem.

Aucune publication visée par la présente
loi ne doit contenir de renseignements re-
latifs à une entreprise en particulier, mais
tous les renseignements fournis doivent
être disposés de façon à ne pas permettre
qu'il soit possible de les relier à une
entreprise particulière.

No publication provided for by this act
shall contain any information relating to
a particular undertaking, but all informa-
tion supplied shall be set out so that it
cannot be connected with any particular
undertaking.

Excep-
tion.

Le présent article ne s'applique pas aux
renseignements et publications relatifs à
un organisme public ou à un service de
transport. 10-11 Eliz. II, c. 50, a. 13.

This section shall not apply to informa-
tion and publications relating to a public
body or transportation service. 10-11 Eliz.
II, c. 50, s. 13.

Abus de
pouvoir.

14. Tout fonctionnaire ou employé du
Bureau qui,

a) sous prétexte de l'accomplissement
de ses devoirs, obtient ou cherche à ob-
tenir des renseignements qu'il n'est pas
autorisé à obtenir, ou

b) ne garde pas, selon qu'il est prescrit
par la présente loi, le secret des renseigne-
ments recueillis, —
commet une infraction et est passible d'une
amende de deux cents dollars et des frais.
10-11 Eliz. II, c. 50, a. 14.

14. Any functionary or employee of
the Bureau who,

(a) on pretext of performing his duty,
obtains or tries to obtain information that
he is not authorized to obtain, or

(b) does not keep secret, as prescribed
by this act, any information gathered, —
is guilty of an offence and liable to a fine
of two hundred dollars and costs. 10-11
Eliz. II, c. 50, s. 14.

Révéla-
tion
interdite.

15. Tout fonctionnaire ou employé du
Bureau qui

a) révèle sans droit à un tiers des ren-
seignements obtenus au cours de son em-
ploi et susceptibles d'influer sur le prix
courant d'un article ou d'une valeur, ou

b) se sert de ces renseignements pour
spéculer sur un article ou une valeur, —
commet une infraction et est passible d'une

15. Any functionary or employee of
the Bureau who

(a) reveals without right to a third
party any information obtained in the
course of his employment and capable of
affecting the current price of any article or
security, or

(b) uses such information to speculate
in any article or security, —
is guilty of an offence and liable to a fine

amende de cinq mille dollars et de deux ans d'emprisonnement, en outre des frais. 10-11 Eliz. II, c. 50, a. 15.

of five thousand dollars and imprisonment for two years, in addition to the costs. 10-11 Eliz. II, c. 50, s. 15.

Refus de répondre. **16.** Quiconque, sans excuse légitime, étant requis par un fonctionnaire ou employé du Bureau de fournir des renseignements ou de remplir et transmettre un questionnaire, refuse ou néglige de le faire dans le délai imparti ou répond faussement à quelque question, commet une infraction pour chaque tel refus ou négligence et est passible pour chacun d'une amende de cent dollars et des frais. 10-11 Eliz. II, c. 50, a. 16.

16. Whosoever, being required by a functionary or employee of the Bureau to supply information or fill in and forward a questionnaire, refuses or neglects, without reasonable excuse, to do so within the delay allowed or gives a false answer to any question, is guilty of an offence for each such refusal or neglect and is liable for each to a fine of one hundred dollars and costs. 10-11 Eliz. II, c. 50, s. 16.

Accès aux documents. **17.** Quiconque ayant la garde d'archives, de registres ou d'autres documents d'un organisme public empêche un fonctionnaire ou employé du Bureau d'en prendre connaissance, commet une infraction et est passible d'une amende de deux cents dollars et des frais. 10-11 Eliz. II, c. 50, a. 17.

17. Whosoever, having custody of any records, books or other documents of a public body, prevents any functionary or employee of the Bureau from examining the same, is guilty of an offence and liable to a fine of two hundred dollars and costs. 10-11 Eliz. II, c. 50, s. 17.

Poursuites. **18.** Les poursuites pour infractions à la présente loi sont régies par la Loi des poursuites sommaires (chap. 35) et la seconde partie de cette loi s'y applique. 10-11 Eliz. II, c. 50, a. 18.

18. Proceedings for infringements of this act shall be governed by the Summary Convictions Act (Chap. 35) and Part II of such act shall apply thereto. 10-11 Eliz. II, c. 50, s. 18.